

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1968)
Heft: 100

Artikel: Un programme en trois mots et vieux de cinq ans (imagination, description, extrémisme) confronté à l'univers unidimensionnel de 1968
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008344>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un programme en trois mots et vieux de cinq ans (imagination, description, extrémisme) confronté à l'univers unidimensionnel de 1968

De 20 en 20, c'est-à-dire d'année en année, nous recensions nos thèmes. C'était nos bilans intérimaires, où nous mettions, récapitulativement, en regard les événements d'une part et nos idées, nos descriptions, nos ballons et nos essais d'autre part. Nos mots-clés revenaient : programme minimum, épargne négociée, planification, réforme fiscale, etc.; nous attendions que les faits nous donnent raison; or ils ne confirmaient, ni ne démentaient; le diagnostic semblait correct, mais l'évolution lente.

Cette année, même si les cinq ans écoulés invitent à l'inventaire, nous n'avons pas le goût de ce genre d'exercice. Quelque chose de nouveau s'est produit en 1968. Il ne s'agit plus d'attendre que les événements viennent à notre rencontre; ce sont eux qui ont bougé, nous bousculant : mai qui fut parisien et aout, à Prague, poignardé. Dans l'inconfort, il a fallu intellectuellement prendre parti, plaire ou déplaire, suivre le courant ou y résister.

Aussi l'examen d'aujourd'hui ne peut pas, pour nous, se borner à feuilleter les vieux numéros et les agendas périmes; il prolonge le débat idéologique qui, souvent dans le conformisme et le désarroi, s'est ouvert dans la gauche occidentale. Dans cette perspective-là, quelle signification revêt aujourd'hui l'expérience poursuivie à travers cent numéros ?

I La croissance pour la croissance

Il y a des choses que l'on sait avant qu'on ne les sente. L'économie moderne, nous le savions, se définit par l'expansion; la mesure de son progrès, ce sont les pourcentages d'augmentation.

Mais il a fallu que nous consacrions toute une étude à la holding Nestlé pour comprendre et sentir ce que cela signifiait. Quelle était la raison d'être de cette société anonyme ? L'enrichissement des actionnaires ? Non ! Certes, ils profitent de la prospérité de « leur » entreprise, mais ce n'est pas leur bonheur et leur profit que l'on vise. L'aisance et la sécurité des travailleurs et des employés ? Non ! Le succès de l'entreprise assure leur travail et garantit leur niveau de vie, mais ils sont au service de la holding, ils ne sont pas le but de son activité. Le consommateur ? On ne lui demande qu'une chose : qu'il désire consommer ! L'entreprise a donc pour finalité elle-même. L'auto-financement reflète bien économiquement cette évidence. L'essentiel du bénéfice brut n'est pas distribué, ni aux salariés, ni aux actionnaires, ni aux consommateurs, il est réinvesti, c'est-à-dire destiné à alimenter la croissance, dans un mouvement perpétuel.

L'accumulation est un des caractères premiers de la société industrielle : « Accumulez, accumulez, disait Marx, c'est la loi et les prophètes ». Mais les sociétés socialistes, elles aussi, accumulent et réinvestissent. Deux faits récents, de nature fort diverse, ont illustré pour nous cette loi de la croissance, que la concurrence internationale rend sans pitié.

Un spécialiste de la distribution des montres expliquait que, dans les pays de haut niveau de vie, devait être créé le besoin chez l'individu de posséder plusieurs montres (montres-bijoux, montres sportives, etc...). Nous lui faisions remarquer qu'il s'agissait de besoins superflus; une montre n'a qu'à donner

l'heure, en toutes circonstances, et elle remplit son rôle. Notre interlocuteur en convenait, mais, ajoutait-il, si nous ne prenons pas les devants, les Japonais vendront à qui possède déjà un garde-temps, la deuxième, la troisième montre. Or, l'industrie horlogère est indispensable à la prospérité d'une vaste région du pays; accepteriez-vous qu'elle périclite ? Deuxième exemple. L'Université de Lausanne ouvre cet été sa session de cours de vacances pour étrangers; en raison de l'agitation qui a régné en France, un reflux important d'étudiants se fait sur la Suisse romande, soit que les universités françaises ne soient pas prêtes, soit que leur clientèle soit effrayée. Le directeur des cours explique alors à ses maîtres que les circonstances sont favorables pour faire connaître l'Université de Lausanne, assurer son rayonnement et servir les intérêts nationaux et touristiques. Dès lors, il a accepté que soient crevés les plafonds qui, ordinairement, limitaient le gonflement des effectifs. Internationalement le malheur des uns peut faire le bonheur des autres.

La croissance continue est donc la règle de la concurrence, qui développe, à l'échelle internationale, des effets renforcés; aussi, même dans une économie nationalisée que ne stimule pas le profit, s'exerce cette loi; on la constate, de manière évidente, dans la course aux armements, dans la recherche scientifique, dans la volonté souvent affichée par l'U.R.S.S. de rejoindre la production des Etats-Unis, etc.

Nos lecteurs apprécieront, nous le savons, le dépouillement des conseils d'administration, que nous avons publié par deux fois. Que les mêmes hommes, en très petit nombre, se retrouvent dans l'industrie chimique, à Alusuisse, chez Brown-Boveri, ou Nestlé ou la Société de Banque suisse ou la Winterthour, c'est intéressant pour connaître la nature spécifique du capitalisme suisse; ces hommes, c'est certain, sont appelés à prendre des décisions qui nous concernent; mais pourtant ils ne sont qu'indirectement les princes qui nous gouvernent; eux-mêmes subissent les lois de l'économie; ils veillent à l'augmentation régulière du chiffre d'affaires, et, en fin de compte, leur marge de manœuvre est faible. Pas plus que nous, ils ne peuvent descendre du train en marche. La croissance économique, quasi incontrôlée, est la loi fondamentale. De là doit partir l'analyse. De la croissance découle quelle dépendance ?

La dépendance

Le bien-être est une libération de l'homme, souvent. Il faut, après des dizaines de kilomètres de campagne déserte, tomber sur un village de ploucs pour comprendre ce qu'a signifié la motorisation ou la télévision qui ont rompu l'isolement, le repliement villageois. Ou encore, il n'est pas de femme qui ne soit prête à écrire une ode à la gloire de la machine à laver. La condamnation moralisante de la société de consommation n'est donc souvent qu'un luxe de pensée du millionnaire hypocrite qui rêve de simplicité rustique (l'homme heureux, celui qui chantait en travaillant, n'avait pas une chemise sur la peau, enseignait de même, jadis, les fables scolaires). Mais le bien-être crée une dépendance économique fondamentale. Il rend vulnérable. Aucune nation ne peut accepter l'idée d'une régression de son niveau de vie; aucune nation occidentale ne supporterait aujourd'hui ce qu'endurent les peuples du Moyen-Orient ou d'Amérique latine. Aron, dans ses « Leçons sur la société industrielle », donne cet exemple éloquent. La pénurie subie en France lors de la dernière guerre correspondait aux ressources courantes de 1850.

Il est donc inconcevable, c'est la formule que nous utilisons, que puisse être cassée la machine; les peuples ne le toléreraient pas, quitte à choisir, s'il le fallait, quelque néo-fascisme qui garantirait l'ordre et le confort.

Mais la dépendance qui s'exerce ainsi sur l'ensemble du corps social se répercute, par amplification, sur les couches d'âge non-actives qui sont, par le jeu des assurances et de la sécurité sociale, à la charge de la population active. Le vieillissement démographique est de ce point de vue un phénomène d'une exceptionnelle importance dans les sociétés modernes. Nous y avions, cet été, consacré un long

article. Dans le cadre de ce réexamen, nous avons voulu insister sur ce point parce qu'il figure, insuffisamment, dans les analyses politiques. Bref, la croissance par son dynamisme même permet de résoudre des problèmes qui seraient insolubles dans une société aux ressources constantes. Elle n'autorise par conséquent aucune possibilité de rechange; la société sera industrielle et en expansion.

Memento

Faut-il rappeler de surcroît le renforcement formidable du capitalisme, par concentration, fusion des entreprises ? D'un point de vue suisse, c'était une des conclusions frappantes qui ressortait d'une comparaison, à deux ans d'intervalle, des fichiers des hommes d'affaires; l'unification de la métallurgie suisse est un événement capital de ces dernières années; l'horlogerie va suivre; le capitalisme bancaire, de surcroît, a fait un formidable bond en avant. La dépendance des peuples occidentaux devant la croissance économique qui assure leur bonheur est, certes, ressentie comme sujétion naturelle; l'épreuve de force n'est guère engagée. Mais si elle devait l'être, ce sont des puissances formidables qui entraîneraient en jeu, capables d'exercer sur l'Etat le chantage de la prospérité, capables de lancer de formidables campagnes de propagande, capables de corrompre par l'argent, d'organiser des polices parallèles, etc...

L'unidimensionnel

Ce terme popularisé par Marcuse, ce terme, barbaresquement philosophique, est trouvé originale. L'univers n'a plus qu'une dimension; il se projette en avant de lui-même; il s'extrapole, il court après son ombre. La conduite économique ou politique ne se réfère plus à des valeurs (éthiques, philosophiques, etc...) qui permettraient, dans un univers multidimensionnel, une confrontation entre la réalité et une exigence humaine qui la transcende ou la nie. Ce qui seul compte, c'est l'économique, le technique, le scientifique, tout ce qui prouve son efficacité opérationnelle.

Dans un univers unidimensionnel, sur quoi fonder la contestation ? A quel point d'appui fixer le levier ? Est-ce aujourd'hui aussi difficile que de soulever la terre ?

C'est là le départ obligé de toute réflexion politique. Quels sont les contre-pouvoirs possibles ?

Mais faut-il parler de contre-pouvoir(s) ? avec ou sans s ? C'est un débat classique qui ne nous paraît pas du tout épousé, où triomphent encore ceux que nous appelons des monothéistes.

II La race des monothéistes

Aujourd'hui nous parlons en terme de croissance, parce que le mot couvre bien différents types d'imperialisme. Mais la critique de la volonté aveugle d'expansion industrielle, elle est faite depuis longtemps. On la trouve exposée de manière classique dans le « Manifeste ». Quelles valeurs pourrait-on opposer au pouvoir de l'argent qui fonde un univers unidimensionnel, se demande Marx ?

Sa réponse est double. D'une part, il souligne l'inefficacité critique des valeurs réactionnaires (religion, nationalisme, noblesse), nées dans une société pré-industrielle, et qui cachaient, d'ailleurs, à l'époque des intérêts financiers qui les disqualifient; d'autre part, il démontre que le capitalisme, emporté par ses propres contradictions, sera aboli et renversé à terme par le prolétariat porteur de nouvelles valeurs humaines. Il opère de la sorte une étonnante réduction des forces antagonistes : il admet que le capitalisme soit simplificateur, niveleur, au point qu'il ne pourra plus que développer son antithèse.

Certes, l'œuvre de Marx, une des plus efficaces de la pensée moderne, semble être la preuve, en elle-même, de ce que le capitalisme peut être nié, qu'un autre « projet » historique est possible, que la lutte des classes est un levier. Mais Marx accepte, initialement, la dimension technique et économique; or elle est fondamentalement « réductrice » de valeurs. Faut-il s'étonner alors que les sociétés dites marxistes soient des sociétés qui visent prioritairement la

croissance et qui refusent toute négation d'elles-mêmes ?

Marxistes et capitalistes ont fondé le monothéisme politique. Comme tous ceux qui ont le goût de transformer le monde, ils n'acceptent pas la diversité, la multiplicité; ils ne comprennent pas les principes du fédéralisme, encore moins ceux de l'anarchisme communautaire.

Tout ce qui est révolutionnaire tolérerait mal, en fait, les différences. Qui veut changer le monde, le réduit à un dénominateur commun. Dans ce sens le capitalisme fut étonnamment révolutionnaire; et c'est comme telle, pour son ardeur transformatrice, que la bourgeoisie industrielle se voit décerner par Marx un éloge qui compte parmi les plus chaleureux qu'on ait jamais rédigés en son honneur.

Et, preuve à contrario, c'est un fait que, dans la pensée politique traditionnelle, le goût de la diversité (réserve faite du mouvement libertaire) a coïncidé avec une attitude conservatrice; il faut prendre et comprendre et respecter les choses telles qu'elles sont, disent les conservateurs. Mais comme ils sont des intellectuels eux aussi, c'est-à-dire des clercs, la majorité des conservateurs aiment à retrouver théologiquement l'unité du monde; elle a été voulu par Dieu, qui, seul, règne au Ciel. De plus, les conservateurs ne sont amoureux que de la diversité figée, traditionnalisée. Ils la goûtent moins lorsqu'elle est inventive, novatrice. Ils n'aiment pas en rajouter à ce que Dieu a voulu.

Sur terre ou dans les Cieux triomphe de la sorte le monothéisme.

Or, la lutte contre l'univers unidimensionnel signifie aujourd'hui le refus du monothéisme (qu'il soit athée ou religieux). La diversité et le pluralisme sont devenus protestataires. Dans la pensée politique moderne, dans l'histoire de la civilisation, c'est peut-être un tournant fondamental.

III Sur des fronts multiples

Si, d'une part, la civilisation industrielle colle à la peau de notre civilisation, si, d'autre part, la résistance ne peut surgir que sur des fronts multiples, deux conséquences en découlent :

- l'abondante littérature sur la création d'un nouveau parti d'avant-garde révolutionnaire (adjectif obligé), plus pur, qui prendra le pouvoir au moment M est encore toute pleine des imageries de chevalerie; c'est le combat de l'Ange, armé d'une grande épée. Certes les partis seront d'indispensables coordonnateurs. Mais ceux qui parlent de la prise du pouvoir comme d'un château fort et qui hissent l'étendard Révolution comme un drapeau (pas pour rien que Mai a redécouvert le féthisme du drapeau !) cachent sous leur pavillon de vieilles marchandises autoritaires.
- notre société demeurera une société complexe, dynamique, supportant mal d'être détruite. Mais son mouvement pourra créer des entités porteuses de nouvelles valeurs. Tel serait le cas de l'Europe unie, à condition que l'Europe ne soit pas concentration économique seulement, mais support d'un type original de civilisation.

Ces remarques faites, à quoi s'accrochera le pluralisme critique ?

Deux points faibles

La société industrielle, de type occidental, se donne deux justifications. La croissance ne serait pas aveugle; elle serait contrôlée doublement :

- la croissance répondrait aux besoins du consommateur, donc à des besoins humains. Sinon l'on usinerait n'importe quoi, inutilement, dans une absurdité productrice.
- le citoyen exercerait politiquement sa souveraineté.

Or ces justifications sont en défaut. Aussi apparaîtront nécessaires d'autres types de consommation, d'autres contrôles. Comment ? Proposés par qui ?

L'éthique des métiers

Parmi les forces de résistance peuvent se manifester, à défaut de lutte de classes, au moins la lutte de certaines professions, notamment de celles qui ont la possibilité de pousser jusqu'au bout la logique d'une

sorte d'éthique du métier. Elles s'insureront, peut-être, non par idéalisme, mais parce qu'elles s'adresseront à d'autres aspects de l'homme, parce qu'elles démontrent que le concept actuel de consommateur est étroit.

Il est évident que le médecin, dans la mesure où il exigerait que soit appliquée dans toute sa rigueur la règle qui veut qu'un malade ait droit aux soins les meilleurs, quelle que soit sa condition, ce médecin-là imposerait une véritable transformation sociale (du régime des hôpitaux, à l'organisation de la sécurité sociale, etc.); dans la mesure où l'enseignant trouve intolérable que les conditions du milieu décident pour une bonne part de la réussite scolaire d'un enfant, il remet en question les inégalités sociales, donc la société elle-même ou, du moins, certains types d'organisation scolaire; on sait sur un autre front que l'urbanisme est inconcevable dans un régime de propriété privée inconditionnelle du sol. Le fait que la Cité radieuse de Nantes-Rézé, construite par Le Corbusier, ait été, aussi, un H.L.M. est révélateur de ce qui signifie une certaine éthique de l'architecture.

Dans un autre domaine, le journal « Le Monde » fait école. L'indépendance que réclame tout journaliste a trouvé la son statut juridique. Le journal appartient à ceux qui le rédigent, à ceux qui l'impriment, à ceux qui le dirigent et à quelques hommes dont l'autorité intellectuelle est indiscutée.

C'est une réussite exceptionnelle de création d'un contre-pouvoir.

Les chercheurs

En pointe, dans ce combat, devraient figurer les chercheurs. La recherche scientifique est devenue le moteur des sociétés industrielles. Or les exigences de la croissance violent souvent l'éthique du savant. Car enfin, et nous avons voulu le dire dans un article consacré au Fonds national, mais nous n'avons pas été assez incisifs, le grand principe de la liberté académique de la recherche fondamentale ne résume pas du tout. La recherche doit avoir un sens. Or aujourd'hui elle est engagée dans une sorte de concurrence quasi commerciale, dans une course internationale affolante et, elle aussi, aveugle. Or cette hâte est irrationnelle : pourquoi cette précipitation dans la conquête de l'espace ? Pourquoi des secteurs sont-ils sous-développés au profit de secteurs de prestige ? A tous les niveaux, la recherche scientifique devrait être un sujet de débat et de contestation.

En rose

Il ne s'agit pas de badigeonner en rose certaines professions libérales; leur éthique sert souvent à camoufler des intérêts mesquins et pourris; il y a une critique, marxiste, à faire de la mauvaise foi corporative. Mais ces professions numériquement représentent désormais une force; et potentiellement, dans la logique des exigences du métier bien fait, elles pourraient être un contre-pouvoir énorme, devant permettre de dénoncer l'alibi d'un régime qui veut faire croire que le consommateur est roi.

La plus-value

Il est évident que la classe ouvrière sera un front de combat privilégié. Il n'est pas nécessaire de le démontrer, ici, longuement. D'une part, elle reste dans une condition humiliante (par exemple les travaux les plus pénibles sont les moins bien rémunérés), d'autre part elle sera en situation de dénoncer une des injustices essentielles d'une économie industrielle dont l'idéal est la croissance.

Cette injustice est moins l'inégale répartition des revenus que l'accaparement total de la plus-value du capital par ceux qui ont fait la première mise de fonds.

Le contrôle

Le contrôle politique de l'économie est, aujourd'hui, dérisoire. Pour l'instant, la planification démocratique n'est qu'un mot. La fiscalité reste ce qui, à ce jour, semble l'instrument le plus efficace parce qu'il permet une réorientation des consommations.

Mais il est clair que la lutte s'engagera pour des formes plus directes de contrôle de l'économie. Par exemple la contestation de la publicité abusive demeure primordiale.

Le contrôle suppose aussi une information complète qui n'est pas pour l'instant livrée. Même pour l'Etat il n'y a pas un droit à être renseigné par les entreprises, à plus forte raison ce droit est-il refusé aux syndicats, dont on conteste la présence dans l'entreprise même.

Le droit de vote, c'est-à-dire de referendum, existe sur le plan politique; il n'existe pas pour les travailleurs dans le secteur économique. Sous diverses formes il s'imposera dans ce domaine aussi, on le pressent déjà. On peut risquer cette formule : dans la société industrielle, le droit à l'information et le droit de veto se révéleront pour les travailleurs aussi importants que le droit à la cogestion.

Et autres

La société industrielle ne satisfait pas les besoins de l'homme dans sa totalité. D'où les résistances multiples. Le nationalisme même a pris, dans ce contexte et selon les circonstances, un sens nouveau; voyez Prague, ou Hanoï ! Le fédéralisme, parallèlement, révèle des contre-pouvoirs nouveaux.

Tous ces aspects mériteraient développement. Ils illustrent ici suffisamment le sens d'une résistance pluraliste à l'univers unidimensionnel.

IV Imagination, description, extrémisme

Il n'est pas possible aujourd'hui d'imaginer un autre type de société que la société industrielle, en expansion. Mais cette société porte en elle une contradiction. On a souligné surtout sa contradiction économique; elle serait incapable de surmonter les crises; si l'on observe la disparité des niveaux de vie, dans le monde entier, entre les pays riches et les pays les plus pauvres, cette contradiction reste essentielle. Mais il en est une autre que nous relevons ici.

La société industrielle prétend être humaine et capable de multiplier les possibilités de choix, donc de libertés (consommation, déplacements); à travers la recherche scientifique, elle dévoile l'inimaginable complexité du monde naturel. Mais cette liberté de choisir, cette diversité magnifique, elle la redoute, l'étouffe, n'ose la laisser éclater dans les rapports humains. Elle libère l'énergie nucléaire; mais elle conforme les énergies humaines. Elle est apeurée par le goût de la multiplicité, de l'expérimentation et par la resurgence sur des fronts multiples de valeurs humaines mal réduites et qu'expriment des mouvements aux origines diverses, libérales ou libertaires, syndicales ou professionnelles, politiques, nationales, culturelles.

Trois mots

De ce point de vue qu'est devenu le slogan de « Domaine public » que nous placions en tête d'affiche de notre numéro un (imagination, description, extrémisme) ?

La description n'est pas démonétisée; la société suisse reste de type confidentialiste et la description y a une portée critique. Voyez récemment l'enquête du M.P.F. sur la condition des salariés en Suisse romande ! Et puis la description donne des bases à l'action et évite la phraséologie ou le radicalisme des refus ignorants. L'imagination, le mot a été politiquement remis à la mode. A l'origine, nous lui donnions simplement le sens d'idées, de projets concrets nouveaux; on ne les aime guère, en Suisse; mais le mot imagination s'est enrichi et il devrait renvoyer aujourd'hui à cette diversité, à cette libération dont nous parlons dans le corps de cet article. Extrémisme, utiliserions-nous ce mot aujourd'hui ? Nous ne prétendons pas au barricadisme. Mais dans une société où règne le conformisme, dans une société capable d'user beaucoup de forces et de démonétiser beaucoup de mots, une certaine intransigeance ou une certaine rigueur a sa place.

Ces trois mots que nous avions choisis, il y a cinq ans, ils nous paraissent toujours plus actuels, plus significatifs; nous les revendiquons plus que jamais. Ils inspireront « Domaine public » au-delà du numéro 100. Mais l'imagination va exiger, pour le moins, que nous fassions quelques propositions nouvelles à nos lecteurs. Ce sera pour le 101.